




<p>Notifié le Notification reçue le Publié le 14 DEC 2020 Certifié exécutoire, le Maire</p> <p> Pour le Maire et par Délégation Auréli JASSE</p>	<p>Partie réservée au visa de la Sous-Préfecture</p>
---	--

Service : *Juridique*

**ADMINISTRATION GENERALE ARRETE DE DELIMITATION
PARCELLES MZ n° 296
Rue Jean Franco, Square Charles Finale
34500 BEZIERS**

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des collectivités territoriales notamment son article L.2122-21,5° ;
VU le Code général de la propriété des personnes publiques notamment son article L.3111-1 ;
VU le Code de l'Urbanisme ;
VU le Code de la voirie routière ;
VU l'état des lieux ;
VU la demande émanant de l'Office Public de l'Habitat Béziers Méditerranée Habitat ;
VU la volonté de la commune de BEZIERS de délimiter entre la propriété publique communale relevant de la domanialité publique soit la parcelle cadastrée section MZ n° 298 et la parcelle cadastrée section MZ n° 296 appartenant à l'Office Public de l'Habitat Béziers Méditerranée Habitat ;
VU le procès-verbal concourant à la délimitation de la propriété des personnes publiques dressé par M. Arnaud PELORCE, Géomètre-Expert salarié du cabinet dGema, en date du 8 Décembre 2020 annexé au présent arrêté conforme à la doctrine de l'Ordre des Géomètres Experts (validée par le Conseil Supérieur le 24 janvier 2017) ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de déterminer la délimitation de propriété entre la parcelle cadastrée section MZ n° 298 et la parcelle cadastrée section MZ n° 296 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La limite de propriété est déterminée entre les parcelles MZ n°298 et 296 suivant la ligne définie entre les points A – B – C – D (en concordance avec le parcellaire cadastral).

Nature des limites et appartenance :

Le plan intégré au procès-verbal sus visé permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets définis ci-dessus.

Entre les points A et D, il n'y a pas de limite physique, ni de signe de possession.

ARTICLE 2 : La présente délimitation a permis de mettre en évidence la concordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage public. Aucune régularisation foncière n'est à prévoir.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera notifié au(x) riverain(s) concerné(s) et à Monsieur Arnaud PELORCE Géomètre-Expert salarié du cabinet dGEma.

ARTICLE 4 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

14 DEC 2020

Yvon MARTINEZ
Adjoint chargé des Espaces Verts, de l'Arboriculture et de la Gestion des Déchets

Robert MENARD

